



Enseigner : un métier de la Fonction Publique qui doit s'apprendre

Selon le Ministre de l'Éducation Nationale et la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, la réforme de la formation des enseignants, qui est aussi celle de leur recrutement, a pour but de rendre l'une et l'autre plus efficaces en les adaptant aux exigences actuelles et de revaloriser le métier en améliorant le niveau scientifique des futurs enseignants.

Or, au moment où la Ministre impose aux universités une nouvelle mission, l'insertion professionnelle de leurs étudiants, au moment où la professionnalisation des études supérieures envahit tous les niveaux de la formation universitaire et oriente l'offre de formation des licences et des masters, le gouvernement s'empresse de démanteler une formation professionnelle qui a su forger des outils, un savoir-faire et une pédagogie dont seuls la mauvaise foi et le parti pris peuvent nier l'intérêt et la pertinence.

C'est donc bien que l'objectif est ailleurs.

Cette réforme sonne le glas des IUFM qui étaient sans aucun doute perfectibles mais qui avaient permis de construire une formation professionnelle et un savoir-faire dont l'enseignement supérieur et la recherche pouvaient tirer un meilleur parti tant en terme de méthode que d'acquis.

Les arguments utilisés par les ministres ne sont que prétexte et alibis. En reprenant à leur compte, pour la dévoyer, une revendication légitime des enseignants sur leur niveau de qualification et sa reconnaissance, les ministres n'ont qu'un objectif : poursuivre et accélérer la politique mise en oeuvre par la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui a déjà abouti à la suppression de plusieurs dizaines de milliers de postes dans l'Éducation Nationale depuis 2007 :

- Suppression de postes de formateurs et de personnels BIATOS en fondant les IUFM dans les universités qui récupèrent la maîtrise, la gestion et les budgets de la formation des enseignants
- Mais aussi suppression de postes du côté des futurs enseignants en ne recrutant plus de professeurs-stagiaires, fonctionnaires rémunérés pendant leurs études, d'un côté et en constituant un vivier d'étudiants en masters, taillables et corvéables à merci pour colmater les défaillances prévisibles de l'institution largement affaiblie, de l'autre.

Avec cette méthode, le gouvernement gagne sur deux tableaux : il supprime des postes et il favorise la précarisation du métier d'enseignant en dissociant la formation du recrutement. Ainsi, c'est aussi la disparition des concours qui est engagée.

Pour les étudiants, en supprimant l'année de formation en alternance des professeurs-stagiaires fonctionnaires après le concours, il fragilise leur capacité à assumer les responsabilités de leur future fonction. Désormais, on pourra devenir enseignant sans jamais avoir été confronté à des élèves. En instaurant le recrutement, toujours par concours pour l'instant, dans la deuxième année de master, le gouvernement soumet les étudiants à des conditions de travail qui relèvent du bachotage et qui hypothèquent largement la poursuite d'étude contrairement à ce qui est annoncé. Réussir en une année l'objectif des concours (multiples), du mémoire de master et des pratiques de recherche n'est pas à la portée de tout le monde sauf à redoubler ou à obtenir d'abord son master puis s'attaquer aux concours. En supprimant la rémunération des étudiants de deuxième année, il réserve cette formation et ses métiers aux étudiants les plus aisés et en écarte tous ceux qui auront besoin de travailler en parallèle pour financer leurs études.

Cette obstination à vouloir démolir cette formation universitaire professionnelle dans le contexte actuel masque mal les véritables objectifs de cette réforme : un retour vers une pédagogie conservatrice. Comme la plupart des actions entreprises par ce gouvernement, c'est une réforme de classe. Elle aboutit à :

- la ségrégation sociale et à un affaiblissement de la mixité sociale pour l'accès aux métiers de l'enseignement,
- l'élitisme sans que l'élévation du niveau de qualification des futurs enseignants soit garantie,
- un appauvrissement des contenus et la polyvalence des profils,
- la disparition des IUFM, de leur expérience et de leurs acquis,
- la disparition programmée des enseignants de la Fonction Publique et la précarisation des métiers de l'enseignement.

La FERC-Sup CGT exige le retrait des décrets et textes déjà publiés, refuse les discussions à la découpe et demande aux Ministres concernés l'ouverture des négociations qui remettent à plat les objectifs d'une réforme répondant aux besoins de démocratisation de la formation et aux besoins d'émancipation et d'apprentissage citoyen de la jeunesse par l'éducation et la culture.

Dans cette perspective, la FERC-Sup demande à l'ensemble des personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche de soutenir l'appel intersyndical du 1er décembre 2009 : www.enseignerestunmetierquisapprend.fr

**Elle les appelle également à s'associer par tout moyen
aux actions et initiatives mises en oeuvre pour la
journée nationale du 15 décembre de la maternelle au supérieur.**

Montreuil,
Le 10 décembre 2009